

L'économie algérienne Une perspective



D.Ben Abdel Alazizi Mostefa

1/ Introduction:

Depuis que les grandes puissances économiques ont connu une crise financière grave qui a mis en danger leurs populations, puisque cette même crise s'est peu à peu transformée en une crise socio-économique, les dirigeants politiques ont saisi l'opportunité pour réaffirmer encore une fois la nécessaire intervention de l'état, seule capable de réguler les déséquilibres entraînés par des forces du marché toujours poussées vers la maximisation sans frein du profit.

C'est dans ce contexte que je vais essayer de jeter la lumière sur certaines caractéristiques du projet de développement en Algérie.

Le point important qui retient l'attention de l'observateur des grandes lignes de développement de l'Algérie est sans aucun doute sa dépense publique. Notre pouvoir vient d'engager un programme de relance économique équivalant à quelques 286 milliards de dollars répartis sur cinq années. C'est une ambition légitime.

2/Le nécessaire retour à la théorie :

Rappelons que cette voie de développement repose sur une théorie appelée keynésienne, car elle repose sur l'idée fondamentale que dans certaines conditions seule la dépense publique peut créer une demande absente du marché, demande qui elle-même aura un effet d'entraînement sur la croissance. C'est le modèle de la croissance tirée par la demande.

Ce modèle a ses techniques que l'état développementaliste utilise, telles que les choix en matière de taxes, d'impôts, de taux de change, de salaires, etc., afin de pouvoir revenir aux grands équilibres budgétaires. Nous sommes dans une situation où c'est la demande locale d'investissement et de consommation qui doit créer son offre. La dépense publique devient ainsi le moteur principal de la

croissance. Ceci a déjà été vu avec le programme quinquennal 2005-2009 dont le montant était de 14 210 milliards DA.

Une étude récente faite par 17 économistes de la B.C.E., de la Fédérale Réserve Bank, du F.M.I., de l'O.C.D.E., confirme la théorie selon laquelle la relance budgétaire accompagnée d'une politique monétaire accommodante produit des effets « multiplicateurs » positifs, si le plan de relance porte sur la consommation publique, l'investissement public et les transferts ciblés ⁽¹⁾. L'état a donc cette capacité d'agir sur la production. En finançant les grands travaux comme en Algérie, il crée des emplois, donc des salaires, ce qui stimule la consommation, c'est-à-dire une demande de production. Comme dirait Keynes l'homme se réalise par la consommation.

Dans cette même vision l'économiste français J.P.Fitoussi considère que pour une sortie de crise les politiques européennes doivent relancer la demande. Pour lui, généraliser la rigueur budgétaire en situation de récession conduirait à des manques de débouchés, ce qui aggraverait la dépression. A. Minc a récemment considéré le Président de la Fédérale Réserve américaine, A. Greenspan, comme le « plus keynésien des décideurs politico-économiques de ces dernières années » ⁽²⁾. Selon K.Polanyi, c'est parce que le marché autorégulateur a permis le « désencastrément » de l'économie qu'une action publique devient nécessaire pour la rendre « servante des sociétés », selon l'expression de l'économiste M.Beaux.

Vue sous cet angle, le déficit global prévu par la loi de finance de 2012, équivalent à quelque 25% du P.I.B., entre donc dans une logique de croissance surtout que l'Algérie dispose d'un Fond de réserves de

devises très important. (Quelques 4000 milliards DA). Ceci permet donc de supporter le déficit budgétaire. Dans un article que publie « le Monde » du 23 février 2012 J. Geel écrit : « la politique budgétaire expansionniste a des effets expansionnistes sur le P.I.B. ; faut-il donc se priver d'un instrument somme toute efficace ? ». Mais il n'y a pas de doute quant à la temporalité de ces déficits. La rigueur budgétaire est toujours recommandée pour maintenir les équilibres. Car c'est la gravité de ces dépenses publiques qui souvent grèvent les budgets des états, donnant naissance à des situations inflationnistes qui va donner naissance au courant fredmanien, très critique des théoriciens de la demande. Pour H. Guaino, c'est M. Friedman qui « devrait être lu à la B.C.E. ». C'est l'esprit de l'Europe de la crise qui semble revenir à la règle du budget équilibré appelée « nouvelle règle d'or ».

Si donc la voie algérienne de développement semble tenir sur des présupposés théoriques assez bien fondés, qu'est-ce qui semble ne pas convaincre bon nombre d'observateurs de la scène économique?

3/ Se libérer des hydrocarbures : un défi :

De toutes mes lectures autour de la question, je relève une unanimité des économistes comme des politiques autour de la dépendance structurelle de l'économie algérienne par rapport à son secteur des hydrocarbures, puisque la fiscalité pétrolière représente entre 60-75% des revenus de l'état. On voit bien ce que l'économiste S. Mouhoubi a qualifié de « vulnérabilité » de l'économie algérienne. En effet faire reposer la croissance économique d'une nation sur l'exportation d'une ressource, en plus non renouvelable, crée un risque de voir s'amenuiser les ressources vitales du pays dans le cas d'une chute brutale du prix de cette matière première sur les

marchés mondiaux de l'énergie. Lors du conseil des Ministres tenu en Mai 2010, le Président A. Bouteflika a clairement déclaré « qu'il nous reste désormais à renforcer les capacités du développement national et à libérer ce dernier de la dépendance des hydrocarbures qui sont éphémères, car c'est à ce prix que nous sécuriseront l'avenir et la pérennité de notre modèle de justice sociale et de solidarité nationale ».

Nous retrouvons ici le schéma de développement appelé « croissance tirée par les exportations ». Ici sont cités en exemple les cas de la Corée du Sud et surtout aujourd'hui le modèle chinois de croissance. Si la Chine connaît une croissance à deux chiffres qui fait envier n'importe quelle économie du Nord développé, je pense que les chinois aujourd'hui se rendent aussi compte de la vulnérabilité d'une économie qui dépend de son commerce avec les marchés extérieurs. Les crises qui tendent à contracter la demande a des répercussions négatives sur les exportations. C'est pourquoi les Chinois pensent de plus en plus au développement de leur marché interne. En effet la consommation interne des chinois ne représente que 30 à 40% de son P.I.B. contre 70% aux Etats-Unis. Rappelons que l'économie américaine est soutenue surtout par sa consommation. Ce que W. Rostow appelle la société de consommation de masse.

Dans le même ordre d'idées, le professeur A. Benachenou a considéré la volatilité des prix du pétrole comme une menace et il recommande, comme chez les médecins, le « principe de précaution »⁽³⁾. A. Attar, ancien responsable, nous rappelle que nos hydrocarbures sont entamés à 50%, et par conséquent notre économie doit faire nécessairement sa transition vers les énergies renouvelables. Chez les spécialistes de l'énergie, on entend souvent aujourd'hui parler d'un certain « peak oil », c'est-

à-dire d'une courbe descendante de la production de pétrole. Ceci reste sujet à débat.

Mais ce dont il faut prendre en considération aujourd'hui, c'est surtout les importantes découvertes de gisements de gaz de schiste et du pétrole de schiste surtout aux U.S.A. qui peuvent donc compliquer la géopolitique de l'énergie. Si les Américains, Russes et Chinois arrivent à contrôler les réserves futures des énergies fossiles, les relations économiques internationales prendront une autre tournure.

De même les années 70 ont connu ce débat autour du développement et de l'industrialisation à partir des ressources naturelles. Ce débat est bien traité à mon avis dans l'ouvrage qu'a publié A. Sid-Ahmed⁽⁴⁾. Sous certaines conditions l'auteur pense qu'il est possible de construire une économie forte à l'image de la Norvège connue pour son avancée dans le développement humain.

Tous ces débats me semblent extrêmement importants dans la mesure où ils replacent l'économie algérienne dans son contexte international.

Il suffit de rappeler à ce niveau que les exportations algériennes hors hydrocarbures ne représentent que 2% du total des exportations. Si en 2001 la part des hydrocarbures représentait environs 33,5% du P.I.B., elle sera de 44,5% en 2007. L'Allemagne connue pour être grand exportateur, ses exportations ne représentent que 34% de son P.I.B. Il est de 37% en Corée du sud et seulement de 7% aux U.S.A. Entre 1970/2003, cette part représentait un tiers de la richesse produite annuellement. En 2007 elle sera de 44%.

Le budget reste encore alimenté à hauteur de 70% par les recettes fiscales pétrolières. En 2010 les exportations d'hydrocarbures équivalaient à 61,3 milliards de dollars.

Ceci explique les dépenses faites pour faire fonctionner la vie économique en Algérie. Si à partir de 2011 les dépenses tendent à diminuer (-10,2%), le déficit global du trésor reste encore important ⁽⁵⁾. De l'avis de nombre d'économistes les déficits à deux chiffres doivent être contrôlés afin d'assurer les équilibres macro-économiques. Les exemples de la Grèce ou des U.S.A. sont instructifs à cet égard. C'est pourquoi les Européens ont décidé récemment de respecter la limite du déficit budgétaire à 3% du P.I.B.

Certes l'épargne du trésor permet pour le moment de supporter le déficit de 18% du P.I.B. Les réserves de l'Algérie sont en effet importantes. Plus de 145 milliards de dollars en 2008. Son fonds de régulation des recettes est estimé à 4843 milliards de DA en 2010. Mais il faut éviter que l'économie ne se noie sous les dépenses, d'abord parce que les liquidités sont mobilisées en dehors de l'investissement, ensuite parce que les déficits diminuent la longévité des ressources de l'état. H. Benissad considère que le recours à la dépense publique a fait exploser la demande interne, ce qui accentue donc le recours au marché extérieur. En 2000 l'Algérie a importé pour 22 milliards de dollars, en 2011 les importations se sont élevées à 50 milliards de dollars. Selon le professeur A. Lamiri, entre 2000 et 2011 elles ont augmenté de 400%. Ceci permet certes d'atténuer l'inflation contrôlée autour de 4-5%.

En plus l'Algérie a su maîtriser sa dette externe en la ramenant à seulement 4,9 milliards de dollars ce qui la met dans une position financière confortable. Rappelons que l'Algérie reste le second P.I.B. en Afrique avec 183,4 milliards de dollars en 2011. Mais ne peut-on produire certains de ces biens importés? Dans les années 70 l'Amérique latine avait proposé sa théorie de l'import-substitution à laquelle nous devons réfléchir un peu plus et pourquoi ne pas s'en inspirer afin de pouvoir sortir de la

dépendance. F. Mesdour, professeur d'économie s'interroge sur le pourquoi d'une économie qui fait rentrer 60 milliards de dollars/an de recettes et qui en consomme 50 pour ses importations. Pour lui il faut donc revenir à une rationalisation des dépenses. Cette rationalité nous pouvons la retrouver dans la formule suivante utilisée par les économies développées :

$(i-e) + (t-g) = x-m$ où i représente l'investissement, e l'épargne, t les taxes, g les dépenses, x les exportations et m les importations. On voit bien que dans cette formule les importations doivent être contrôlées et que la fiscalité interne doit couvrir les dépenses courantes. Pour maintenir l'équilibre du budget public avec toutes les charges, la rigueur s'impose. Pour le professeur M. Brahim « il faut revenir à un mode de consommation plus rationnel » ⁽⁶⁾.

4/L'entreprise au centre de la production :

Je pense que la loi de finance 2009-2010 a déjà procédé à ces révisions car elle assure encourager l'entreprise, l'investissement productif comme foyers principaux de création des richesses. Il y a aujourd'hui une volonté politique de retour à la croissance productive. Entre 2001 et 2014 notre pays a dépensé quelque 600 milliards de dollars pour appuyer sa relance économique. Avec 57 milliards/an pour 2010/2014, c'est-à-dire l'équivalent de 35% du P.I.B., l'Algérie n'a presque pas d'équivalent. Cette volonté d'internalisation du financement de l'économie algérienne doit se poursuivre. La croissance hors hydrocarbures à 6% en 2010 est encourageante et doit être poursuivie. Dans cette optique le Président Bouteflika a déclaré « qu'à présent nous devons faire un saut qualitatif... en valorisant davantage nos capacités productives et notre potentiel économique » ⁽⁷⁾.

Récemment le Ministre de l'industrie a souligné que « le soutien de la croissance économique par la dépense

publique a atteint ses limites... désormais c'est aux entreprises qu'il appartient de fabriquer de la croissance ». Ne sommes- nous pas dans une situation de la limite de la demande et du retour à la politique de l'offre ? Il y a prise de conscience que la dépense n'est plus soutenable. C'est ce qui a fait dire au professeur Benachenou que Keynes était mort. En fait il me semble que le débat Offre/Demande est un peu dépassé. Dans un article du Monde daté du 15 février 2012, l'économiste J.P. Fitoussi montre que « les politiques de l'offre et demande sont si difficiles à démêler. A mon avis devant cette complexité de plus en plus grande de l'économie globalisée les états peuvent utiliser l'une ou l'autre des politiques de croissance suivant le contexte qui lui est dicté. L'essentiel pour l'état est de soutenir l'industrie structurante. Ces programmes de relance permettent en fait de poser les conditions infrastructurelles indispensables du développement. Car l'économie continue à souffrir de sa forte teneur énergétique, du faible dynamisme de sa sphère de production.

En effet si on regardait le programme d'investissements publics adopté pour les cinq années 2010/2015, on voit qu'il représente le plus fort niveau de financement que le pays a connu jusqu'à présent : 286 milliards de dollars. Si 130 milliards seront destinés au parachèvement d'anciens projets, 156 vont être consacré à de nouveaux projets. 40% de ces ressources consistent à développer les infrastructures de base et améliorer le secteur public productif. Ce qui est à noter c'est le sens que prennent ces nouveaux financements : +2000 milliards DA sont destinés au développement industriel du pays. 1000 milliards vont au secteur agricole. 250 milliards vont au développement de l'économie de la connaissance. N. Ait Laoussine considère que seule une politique de

diversification est génératrice d'emplois et créatrice de biens et services. Seule cette diversification a un pouvoir de diffusion ⁽⁸⁾. Pour le professeur Mouhoubi « sans une économie diversifiée hors hydrocarbures, l'Algérie n'a aucun avenir économique ». Comme nous le verrons plus loin l'Algérie va aussi dépenser 40% pour son développement humain ; ce qui est très appréciable. Car le développement n'est pas seulement économique, mais global, multidimensionnel.

Dans les années 70 le professeur C. Bettelheim a développé la notion de surplus économique et que le développement intervient quand ce même surplus assure une croissance endogène qui assure à son tour les transformations socio-économiques du pays. De son côté le grand professeur A. Lewis a aussi traité la question de ce surplus dans son article bien intéressant : « Economic growth with unlimited supply of labour ». Pour lui seule la productivité du travail agricole permet le passage à une industrialisation. On peut retrouver ce même thème traité par W. Rostow dans son classique : « Les cinq étapes de la croissance économique. Pour lui c'est le surplus investi qui permet le « take-off ». De même P. Bairoch a montré que le rôle du commerce extérieur dans le démarrage industriel est marginal. Seule donc une économie diversifiée permettra d'endogénéiser le développement tout en promouvant les exportations de produits manufacturés porteurs de valeur ajoutée. W. Leontieff a, lui, développé la notion de « noircissement du tableau industriel ».

Toutes ces théories convergent vers un point commun : à savoir qu'une économie développée passe nécessairement par la construction d'une infrastructure industrielle dont les « effets d'entraînement » construisent à leur tour une économie cohérente et auto-reproductrice. C'est dans cet esprit que les responsables économiques

veulent, à travers le plan quinquennal 2010/2015, redonner la priorité à l'industrialisation du pays.

Aujourd'hui en effet notre industrie ne représente que 5% du P.I.B. Elle était de 12-13% dans les années 70. L'industrie lourde algérienne des années 70, écrit l'économiste Bouzidi, « a fait long feu et le tissu industriel actuel réduit à la transformation de matières premières importées sans effet d'entraînement en plus d'une petite industrie tournée vers le marché interne et dépendant des importations d'équipement ⁽⁹⁾. C'est pourquoi on dit que le taux de croissance n'est pas sain parce qu'il n'est pas tiré par des secteurs créateurs de valeurs ajoutées. Si on additionne les unités de commerce et celle des services, ils représentent ensembles 90% du tissu économique.

C'est en effet la crise qui a rappelé la faible contribution de l'industrie à la croissance globale. Entre 1970-2005, la production industrielle a été multipliée par 2,5 alors qu'elle a été multipliée par 12 en Tunisie et par 25 en Indonésie ⁽¹⁰⁾. L'industrie en 2006 a produit la même valeur qu'en 1983, 5,3%. Dans le même temps la Tunisie et le Maroc ont produit une valeur respectivement de 17,8% et 16,4%. Par conséquent son produit industriel par tête d'habitant reste faible. Avec moins d'1 milliard d'exportations en moyenne depuis une décennie l'Algérie est le pays maghrébin qui exporte le moins en dehors des hydrocarbures. Pour le Ministre Benmeradi, les enjeux sont d'abord d'ordre industriel. Chinois et Allemands sont aujourd'hui connus pour étant des exportateurs mais ce sont surtout des exportateurs de produits finis à forte valeur ajoutée. Aujourd'hui la chine est la première puissance industrielle du monde. Ce qui inquiète les U.S.A.

Les résultats du dernier recensement économique confirment la fragilité du tissu industriel et la

prédominance du commerce privé sur les activités productrices de richesses. Lors d'un récent séminaire le responsable du F.C.E a déclaré qu'il était urgent de « rétablir la liberté totale de l'acte d'investir » ⁽¹¹⁾. Il est dit dans ce forum de « mettre l'entreprise au centre de la politique économique du pays. Aujourd'hui l'Algérie compte environs 600.000 entreprises en majorité petites, mais d'après le professeur Lamiri elle pourrait en avoir 1million et demi. 16 milliards de dollars seront investis dont 6 sont prévus pour la réhabilitation du secteur public industriel. De même il est question de réhabiliter les secteurs publics et privés qui s'inscrivent dans les politiques de substitution aux importations. Pour le Ministre de l'économie l'investissement sera aussi tiré par le secteur privé producteur de biens manufacturés à forte valeur ajoutée. Pour lui la croissance est l'affaire des entreprises et non pas du budget de l'état. C'est ce qui explique les mesures d'assouplissement apportée par la loi de finances 2012 afin d'épargner le secteur productif. Le conseil des Ministres de Mai 2010 confirme la position du gouvernement « pour un développement industriel qui mobilisera plus de 2000 milliards DA. Pour le patron de Cevital il n'y a plus de choix : soit ce sont les entreprises algériennes qui défendront l'économie algérienne soit les multinationales prendront le marché. En effet dans cette économie globalisée il y a de fortes tendances à délocaliser pour les firmes qui monopolisent les rouages économiques pour leur propre profit beaucoup plus qu'elles ne diffusent les progrès technologiques.

Au moment où j'écris cet article le Monde Diplomatique vient de publier un dossier intitulé : Retour à l'usine, où l'auteur essaye d'expliquer les faiblesses de l'économie française par sa désindustrialisation tout en montrant parallèlement la puissance concurrentielle de la

Chine axée sur l'industrialisation. De même grâce à leur industrie le Brésil comme la Corée du sud ont surpassé respectivement la France et le Royaume Uni. Voilà pourquoi l'industrialisation est devenue un enjeu.

Cette étude a montré que l'essentiel des exportations chinoises ou allemandes sont les produits d'entreprises locales reposant sur une stratégie industrielle (20% du P.I.B.) ⁽¹²⁾. La valeur de la production industrielle française ne représente aujourd'hui que 42% de celle de l'Allemagne. Nous devons donc penser à réhabiliter nos petites et moyennes entreprises. Elles sont vitales pour restructurer notre infrastructure industrielle. Pour le professeur Lamiri nous avons un manque de diversification du tissu Pme/Pmi qu'il faudrait impérativement résorber. Nos importations ne sont couvertes par les exportations hors hydrocarbures qu'à hauteur de 5%. Si nos Pme sont pour 70% de la valeur ajoutée hors hydrocarbures elles doivent par conséquent recevoir plus de crédits bancaires, dans la mesure où dans la plupart des pays 70% des emplois proviennent des petites entreprises. La Corée du sud exportait, en 1960, 80% de produits primaires. Elle n'en exporte que 7% et 93% sont des produits industriels. L'industrie représente 40% de son PIB. Taiwan est souvent cité comme un modèle particulier de développement basée sur les Pme. C'est pour certains une nation de petites entreprises.

Pour C. J. Poortman, vice-président de la Banque mondiale il faut penser à « refonder le capitalisme algérien ». Selon le Ministre Benmeradi l'Algérie doit « repenser la logique de fonctionnement et de développement de son industrie face à un contexte international stressant pour l'économie nationale » ⁽¹³⁾. L'Algérie, elle-même, a besoin d'une véritable révolution industrielle. C'est à cette fin que le président Bouteflika a

décidé d'apporter « un appui important à la mise à niveau des petites et moyennes entreprises » ⁽¹³⁾. Pour le Ministre de l'industrie, « le constat est amer et continue de nous interpeler sur la part des hydrocarbures qui représentent 77% des recettes fiscales et 97% de nos exportations » Pour cela il faudrait donc une véritable politique d'investissements.

5/ Le plan 2010-2014 et la relance économique. L'état acteur du développement :

Dans le programme quinquennal 2010-2014 c'est 40% des 286 milliards de dollars qui seront consacrés au développement des infrastructures et à l'amélioration du secteur public, 2000 milliards DA de crédits bancaires pour le développement industriel, 1000 milliards pour l'agriculture et enfin quelques 250 milliards pour l'économie de la connaissance. On ne peut donc nier cette volonté politique de donner un élan à l'économie et de pérenniser la croissance. Assurer tous ces investissements sans recourir au financement extérieur est le point fort de ce plan. On peut dire que le plan entre dans ce qui est aujourd'hui appelé la sécurité économique. Cette sécurité repose sur l'accumulation reproductive de richesses. C'est ce qui permettra de développer l'épargne comme substitutif à la rente. A ce niveau il me semble que le problème de notre pays n'est pas sa rente comme il est souvent raconté. La rente est pour nous une richesse inestimable. Mais nous avons l'obligation morale de la fructifier afin d'échapper à ce qui a été appelé le « mal hollandais ». Nous devons impérativement revenir à la production manufacturière qui ne représente aujourd'hui que 5% de la production globale. Seule l'industrie manufacturière permettra de diminuer le poids du secteur primaire au profit des secteurs secondaires et tertiaires. 60% des exportations

chinoises sont des produits manufacturiers transformés, donc à meilleure valeur ajoutée.

L'autre point positif du plan est de ne pas discriminer entre le secteur public et privé. Dans une réponse du Ministre de l'industrie au responsable du F.C.E. il est dit que « l'investissement est libre et qu'il n'y a aucune limitation à l'investissement national » ⁽¹⁴⁾. Cette déclaration me semble importante car la création d'entreprises en Algérie demeure faible avec 70 entreprises /100 000 habitants alors qu'une bonne croissance suppose 350 à 400 entreprises/100 000 habitants. D'autre part il faut aussi insister sur l'efficacité de l'effort d'investissement. Lamiri rappelle que dans les années 70 quand l'état investissait jusqu'à 40% de son P.I.B. la croissance n'était que de 6-7% alors qu'en parallèle la Corée qui investissait que 20% obtenait des croissances de 8%. L'efficacité d'une politique publique se mesurant par sa productivité, c'est-à-dire la richesse créée par actif. Enfin d'après l'O.N.S. en 2012, 96% du tissu des entreprises en activité relèvent du secteur privé et ce sont des investissements en milieu urbain surtout avec 83%, et sur les régions nord du pays ⁽¹⁵⁾. Il y a lieu ici de penser à ce déséquilibre de la géographie économique de notre nation.

Il est important de signaler à ce niveau que l'économie de marché peut facilement s'accommoder d'une part importante du secteur public dans la structure économique. Comme l'enseigne la théorie du « public choice », cette part peut aller jusqu'à 30 à 35% du P.I.B. De plus dans toute économie il existe ce qu'on appelle les secteurs stratégiques que seuls les états peuvent assurer. Seule l'autorité publique peut assurer ce qu'on appelle communément les « biens publics ». Biens publics qui sont considérés comme le ciment des civilisations. Dans

certains cas c'est l'alliance capital privé/état qui a constitué l'élément moteur de l'économie. Il n'y a donc pas de recettes ni peut-être même de model. Le développement relève aussi d'un volontarisme politique.

La grande avancée de l'économie de développement des années 90 a été la reconnaissance du rôle crucial de l'état.

Les apports théoriques fondamentaux des Nobels d'économie comme A. Sen, J. Stiglitz, P.Krugman, et contrairement aux adeptes de M. Friedman, est d'avoir revalorisé la place de l'état dans l'économie au XXI siècle et donc sa légitimité à gérer ses entreprises. La question de l'emploi productif de la rente est bien au centre de la problématique de l'accumulation, c'est-à-dire de la richesse qui crée de la richesse. Selon le professeur X. Greffe on peut en effet relancer l'investissement par les entreprises publiques. Il suffit de retrouver l'équilibre entre l'entreprise publique/instrument de politique sociale et l'entreprise comme unité de production. Pour le Professeur Lamiri seule est requise une culture managériale et un esprit compétitif.

Contrairement à l'idée développée par le « Consensus de Washington » il est aujourd'hui admis que seul l'état peut piloter l'économie quand l'argent public est au service du développement du pays. Il y a donc unanimité sur la préservation de certaines entreprises publiques. Il faut donc mettre les dispositions budgétaires au service des entreprises qui doivent elles-mêmes financer la croissance. Les questions complexes des taux de change, des taxes, des impôts, de la fiscalité douanière, du contrôle des effets inflationnistes ne peuvent relever que de la souveraineté des états ou encore de la sécurité économique. Enfin il me semble que le point le plus important concernant

l'investissement est incontestablement la question de l'emploi.

6/ La jeunesse et l'emploi au cœur du problème :

Nos économistes comme les spécialistes de la Banque mondiale, du F.M.I. ou de l'O.I.T. mettent l'accent sur cette variable fondamentale du développement humain. Une fois que l'Algérie a retrouvé ses grands équilibres macro-économiques, déficit à 5% encore contrôlable, inflation à environ 4%, dette externe maîtrisée, un PIB en croissance (4500 dollars en 2010), l'Organisation mondiale du travail recommande aux responsables algériens d'axer les efforts sur l'emploi surtout que le pays connaît une population jeune et souvent diplômée. Si la moyenne nationale du chômage est de 10,2%, celle des jeunes entre 16-24 ans reste autour de 21,4%. Celle des diplômés est de 21,4% ⁽¹⁶⁾. En comptant les moins de 30 ans A. Lamiri pense que ce taux serait de 70%. Il ajoute que c'est une « source de désespérance ». Par conséquent l'emploi des jeunes serait une option stratégique. Elle relève même de la sécurité économique.

Certes il est admis qu'un gros effort est fait dans ce domaine puisque le taux de chômage national est passé de presque 20% dans les années 2000 à 10-11% en 2011, et que l'Algérie est le pays le moins endetté de la région MENA, (2% de son PIB contre 70% au Koweït). Pour les professeurs Benachenou et Lamiri la solution est du côté de l'offre, c'est-à-dire de la production des biens et services. Voilà pourquoi, à mon humble avis, il faut développer les Pme/pmi. Dans la plupart des pays, 70% de l'emploi proviennent des petites entreprises. Si l'Algérie adhère au projet du Millénaire de réduction de la pauvreté c'est d'abord sur l'emploi qu'elle doit consentir le gros de ses efforts. En Chine les exportations des

entreprises locales représentent plus de 55% des exportations totales.

Il est important de rappeler ici au lecteur que la question du chômage n'est pas propre à notre économie. L'économie mondiale passe actuellement par une contraction des marchés du travail. Le mouvement des « Indignés » en Occident et l'occupation de Wall-Street à New-York est révélateur du malaise que connaissent aujourd'hui les économies développées. Le chômage dépasse 10% en France et il est de presque 20% en Espagne et peut-être en Grèce. Déréglementation, dérégulation, délocalisation obligent. Et notre partenariat/coopération avec les Européens doit reposer essentiellement sur les possibilités d'aide en faveur de l'emploi.

On ne peut traiter aujourd'hui la question de l'emploi sans rappeler le rôle que joue le secteur de l'informel dans notre économie. Selon une enquête du FCE en 2009 il contribue à hauteur de 32% de l'emploi total et l'emploi non-permanent presque le 1/3 de la population occupée ⁽¹⁷⁾. Sa part représente 13% du PIB. Selon le Ministre K.Djoudi ceci contribue à une évasion fiscale. Elle serait, entre 2010/2011, de 110 milliards DA ⁽¹⁸⁾. Ce qui creuse le déficit budgétaire et laisse en circulation une importante masse monétaire. L'intégration harmonieuse de ce secteur dans l'économie réelle est un impératif d'assainissement de notre économie. Elle permettra d'entrer en possession des importantes taxes et impôts qui échappent à l'état.

7/ L'agriculture, secteur vital :

Puisqu'il est souvent question dans mon étude de sécurité économique, de croissance hors hydrocarbures il semble que l'enjeu agricole est ici déterminant. Pourquoi? D'après un rapport sur la question agricole de CIHEM de 2012, l'Algérie continue à observer une croissance de ses

importations agricoles. Elle enregistre un déficit de 7,5 milliards de dollars dans sa balance des échanges agricoles ⁽¹⁹⁾. Alors que ce sont les pays du sud méditerranéen qui assurent 90% des importations agricoles de l'UE. Par contre l'Algérie en est le premier importateur avec plus de 20% des exportations de l'UE vers la rive sud. Le problème de l'importation c'est la dépendance alimentaire dira H. Ait Amara. 70% des besoins en céréales sont importés. En 2007 le pays a importé pour 4,5 milliards de dollars pour l'alimentation. 20% de nos importations en 2011 sont des produits alimentaires. Selon une étude faite par l'UGTA, 53% du budget d'une famille moyenne va à l'alimentation. Avec 0,23 ha/hbt, alors qu'il faut une moyenne de 0,60ha/hbt, l'Algérie doit donc réaménager son territoire. Nous avons 45 millions d'ha, dont 8 de surface agricole utile. En 2011 nous avons importé pour 9 milliards de produits alimentaire. Il faut donc reconsidérer la place de la terre nourricière dans notre projet de développement.

C'est là le sens de la décision prise par le conseil du gouvernement de dégager une enveloppe de 377 milliards DA pour le développement du sud, et de 620 milliards pour les hauts plateaux. Dans le cadre du programme quinquennal de soutien à la croissance, 1150 milliards DA sur un montant de 4200 milliards ont été octroyés aux wilayas du sud et à celles des hauts plateaux ⁽²⁰⁾. Il faut aussi signaler la décision du Président de la république, d'instaurer le régime dérogatoire des avantages du code des investissements pour les investissements dans l'agriculture. Il faut que la croissance démographique évolue au même rythme que la superficie des terres cultivées. Nous devons recouvrer notre souveraineté alimentaire. Le modèle A. Lewis montre que le développement urbain et rural vont de pair.

Non seulement l'agriculture est le secteur qui pourrait absorber une part importante du chômage (80% des activités rurales et 20% de la population active), mais il contribue aussi à durabiliser la croissance en ouvrant un marché potentiel aux produits de l'industrie. Il contribue donc à substituer les importations par la production de biens alimentaires locaux. D'après la Banque mondiale, entre 2000-2005, l'agriculture a été pour 40% des nouveaux emplois. Ne faut-il pas un « plan Marshall » pour l'agriculture en Algérie ?

Récemment le Président de la Banque mondiale a déclaré que si « la crise financière mondiale était grave, la crise alimentaire mondiale était dramatique » ⁽²¹⁾. Il ajoute que la crise alimentaire a fait reculer de 7 années les objectifs de réduction de la pauvreté de l'ONU. Il faut donc, selon lui, refaire de l'agriculture une priorité du développement.

8/ Le développement humain se porte bien :

Ce qui est cependant remarquable dans le quinquennal 2010-2014 c'est l'extraordinaire priorité donnée au développement humain. 40% des investissements vont aller aux secteurs devant améliorer le quotidien des Algériens. Qu'est ce en fait le développement si ce n'est, « d'accroître le bonheur et la liberté des hommes qu'elle politique, sociale ou économique » ⁽²²⁾. Déjà A. Smith a su voir que la réussite économique se mesure par les bénéfices dont profitent les pauvres. C'est sur ce critère que semble reposer « la théorie de la justice » de Rawls.

Sans aucun doute nous retrouvons ici le débat entre efficacité économique et justice sociale. Si la stabilité économique est un « bien public » peut-on alors considérer cette stabilité comme inhérente à l'économie de marché ? Socialement parlant le marché efficace

redistribu t-il de façon équitable les bénéfices d'une société ? Comme le rappelle M.Beaud « le marché ignore par essence les besoins non solvables » Récemment le PNUD a publié une étude montrant que les trois personnes les plus riches ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres. Les biens publics n'impliquent-ils pas l'intervention de l'état ? La dépense publique pour améliorer la vie des démunis est une dépense saine. Les transferts sociaux de l'état qui sont passés de 13% du PIB en 2005 à 20% en 2010 représentent est une volonté de redistribution basée sur l'équité. Ils doivent être, certes, plus rigoureux, mais ils restent le socle de la vie collective, le pilier du « vivre ensemble ».

C'est ce qui fait dire au professeur Hafi que le problème du développement économique « n'est pas seulement économique ». Nous devons juger le progrès par ses effets sur les inégalités. La réalisation des droits de l'homme doit être axée sur eux. Pour Lamiri il est même plus facile de corriger les déséquilibres d'une économie plus égalitaire. Par conséquent, avec un indice de 0,71, l'Algérie a donc fait le choix prioritaire de l'équité redistributive pour ses populations et ses régions. Les biens publics sont indispensables à la lutte contre la pauvreté. Certains pensent qu'un état qui met l'accent sur la santé et l'éducation, enregistre des progrès même lorsque sa croissance est faible. Il n'y a pas de fonctionnement de l'économie sans un état fort avec sa réglementation et ses lois.

9/Concluons ce travail en rappelant les points forts.

L'Algérie doit d'abord se libérer du poids des hydrocarbures dans ses exportations et dans ses recettes fiscales. Elle doit pour cela reprendre ses investissements dans les secteurs productifs en diversifiant sa production et

ses partenaires. C'est dans cette direction que l'état doit orienter sa dépense publique avec plus de rigueur. Je remarque, dit J.K. Galbraith, « que la théorie keynésienne, à savoir que l'état doit orienter l'économie par les dépenses et les investissements publics est aujourd'hui largement acceptée » ⁽²³⁾.

L'Algérie doit repenser la place de son agriculture dans son PIB. C'est le secteur vital de notre pays.

Tout en encourageant le secteur privé producteur de richesse l'Algérie doit maintenir son secteur public stratégique en le rendant plus efficace.

Notre pays doit continuer sa politique de redistribution à travers les dépenses pour le développement humain au nom de l'équité et de la justice sociale. Le développement selon F. Perroux, c'est nourrir les hommes, les vêtir, les soigner, les éduquer.

Enfin pour terminer, l'état algérien doit investir beaucoup plus dans ses ressources humaines en accordant plus d'intérêt à la recherche et développement, car comme le disait, J. Shumpeter, avec sa théorie de la « destruction créatrice », la dynamique du capital repose sur l'innovation.

Références bibliographiques :

- 1/ J. Geel, Le Monde, 23/02/2012.
- 2/ A. Minc, Numéro hors-série, le Nouvel Observateur.
- 3/ A. Benachenhou, El-Watan, 20/01/2009.
- 4/ A. Sid-Ahmed, Economie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles.
- 5/ Ministère des Finances, Note de présentation du projet de la loi de finances pour 2012, p.12.

- 6/ M. Brahimi, El-Watan, 3-9/01/2011.
- 7/ In communiqué du Conseil des Ministres, Lundi 24 Mai 2010.
- 8/ N. Ait Laoussine, El-Watan, 19/02/2012.
- 9/ A. Bouzidi, El-Watan, 16/02/2012.
- 10/ R. Hamiani, Liberté, 16-17/03/2012.
- 11/ A. Benachenhrou, Keynes est mort, El-Watan, 20/01/2009.
- 12/ Le Monde Diplomatique, Mars 2012.
- 13/ Benmeradi, Ministre de l'industrie, le Quotidien d'Oran, 1/03/2012.
- 14/ In le Soir d'Algérie, 24/03/2012.
- 15/ N.Grim, El-Watan, 6-12/02/2012.
- 16/ A. Mebtoul, El-Watan, 27/12-/2/01/2011.
- 17/ Professeur L. Achy, El-Watan, 3-9/01/2011.
- 18/ K. Djoudi, Ministre des finances, in El-Watan, 27-04/03/2012.
- 19/ Rapport du CIHEM, in El-Watan du 12-18/03/2012.
- 20/ Conseil des Ministres du 24 Mai 2010, p.8.
- 21/ R. Zoellick, Président de la Banque Mondiale, in E. Le Boucher, le Monde 12/04/2008.
- 22/ A. Sen, Nouvel Observateur, numéro hors-série, Mai-Juin, 2007.
- 23/ J.K. Galbraith, idem., p.56.
- Bibliographie :**
- 1/ Benachenhrou, Abdellatif, Pour une meilleure croissance, Juin 2008.
- 2/ Hafsi, Taïeb, Le développement économique de l'Algérie, Casbah éditions, Alger, 2011.
- 4/ Greffe, Xavier, Politique économique, 2 édition, Economica, Paris, 1991.
- 5/ Hassenteufel, Patrick, Sociologie politique : L'action publique, 2 édition, A. Colin, 2011.
- 6/ Krugman, Paul, R., La mondialisation n'est pas coupable, Casbah éditions, Alger, 1999.
- 7/ Maréchal, Jean-Paul, Ethique et économie, une opposition artificielle, P.U.R., 2005.
- 8/ Rapport de la République algérienne démocratique et populaire sur l'état de mise en œuvre du programme d'action national en matière de gouvernance, Novembre 2008.
- 9/ Samuelson, Alain, Les grands courants de la pensée économique, O.P.U., Alger, 1993.
- 10/ Zaki, Ramzi, Al-iqtissad assiyassi lil bittala, Majliss watani li thaqafa oua elfounoun oua eladeb, koweit, October 1997.
- R : Ce texte sera traduit en langue arabe et publié dans la revue « Politiques Publiques ».**